



La Lettre de l'Institut d'émission

Juin 2010



Dans le cadre de la présentation du rapport annuel de la Commission bancaire 2009, M. Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France, Président de l'Autorité de contrôle prudentiel a souligné l'importance des réformes réglementaire et institutionnelles engagées ou réalisées en 2009 :

- le renforcement de la réglementation prudentielle a été présenté par le Comité de Bâle. Les principales propositions ont été publiées en décembre 2009. La réforme envisagée vise à renforcer la robustesse des établissements de crédit selon cinq principaux axes (une amélioration de la couverture des risques de contrepartie et de marché ainsi que de ceux découlant de la titrisation, la mise en place d'un régime harmonisé de surveillance prudentielle du risque de liquidité, l'amélioration de la qualité des fonds propres de base en vue notamment de privilégier les instruments les plus purs, en termes notamment de capacité d'absorption des pertes, la mise en place d'un provisionnement prospectif destiné à obtenir les effets du cycle économique, l'élaboration, sous réserve de faisabilité sur le plan comptable, d'un ratio de levier venant en complément, et non en substitution, du ratio actuel assis sur les encours pondérés. Les services de la Banque de France et de l'Autorité de contrôle prudentiel participent activement aux travaux menés en la matière en vue de trouver un équilibre optimal d'ici à la fin de l'année 2010, pour une mise en œuvre d'ici fin 2012 ;

- les évolutions institutionnelles en cours, en termes de supervision, vont contribuer à renforcer l'efficacité du contrôle des établissements de crédit et plus généralement de la supervision financière, micro et macro-prudentielle. Un système dual dont la mission fondamentale sera d'assurer la stabilité financière va être mis en place à compter de 2011, au niveau européen et au niveau national.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Entrée en vigueur du projet SURFI

A partir du 30 juin 2010, SURFI (Système Unifié de Rapport Financier) va succéder à BAFI, en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte des informations auprès des agents financiers. L'objectif de SURFI est triple : il vise à harmoniser les reportings monétaires et bancaires adressés aux autorités de contrôles, à alléger la charge déclarative des établissements et à moderniser le format de déclaration en adoptant un nouveau standard informatique, le XBRL. L'instruction introductive 2009-02 du 19 juin 2009 relative à la mise en place de SURFI fixe le nouveau système de remise, les formats de tableaux et les seuils de remise associés. Dans les départements et les collectivités d'outre-mer, SURFI succède en partie aux conventions de place qui liaient les établissements de crédit ultra-marins à l'IEDOM et l'IEOM. Désormais, toutes les déclarations transiteront par le portail unique SURFI.

Protection des consommateurs

La récente création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) a notamment élargi son domaine de compétences à la protection du consommateur. Dans ce cadre, l'ACP et l'Autorité des marchés financiers (AMF) ont signé le 30 avril 2010 une convention pour instaurer un point d'entrée unique de l'ensemble des demandes du public en matière de banque, d'épargne et d'assurance, dénommé « Assurance Banque Epargne Info Service ».

Opérationnel à compter de juin 2010, ce point d'entrée unique se présente sous la forme d'un site internet <http://www.abe-infoservice.fr>, d'un accueil téléphonique et une adresse postale, mais exclut tout accueil physique. Il a vocation à informer et à orienter le public concernant les relations contractuelles et les démarches à effectuer. Le site internet publie la liste des acteurs et produits assurés, alerte et met en garde le public contre les pratiques de certains établissements et offre enfin des conseils pratiques.

Fonds de résolution des défaillances bancaires

La Commission européenne propose que l'Union européenne se dote d'un réseau de fonds de résolution des défaillances bancaires financés par les banques afin que le contribuable ne subisse plus le coût du sauvetage du secteur bancaire. Cette proposition sera soumise à l'approbation du prochain Conseil européen des 16 et 18 juin prochain avant présentation au sommet du G20 de Toronto des 26 et 27 juin.

Le communiqué de la Commission est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/bank/crisis_management/index_fr.htm

Régions ultrapériphériques (RUP)

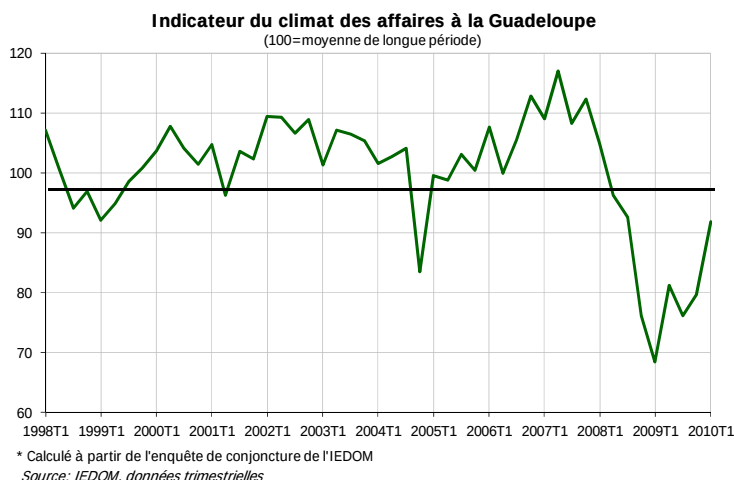
Le premier forum de l'ultrapériphérie européenne s'est tenu à Bruxelles les 27 et 28 mai 2010. Il fait suite à la conférence ministérielle sur les RUP de Las Palmas (Gran Canaria) du 7 mai 2010 avec présentation d'un Memorandum des Etats membres sur les RUP à l'horizon 2020.

De plus amples informations sur ce forum ainsi que l'étude sur « Les régions ultrapériphériques – régions d'Europe, d'atouts et d'opportunités » sont disponibles en téléchargement sur :

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/rup2010/index_en.htm

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Moindre détérioration de l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) au premier trimestre 2010



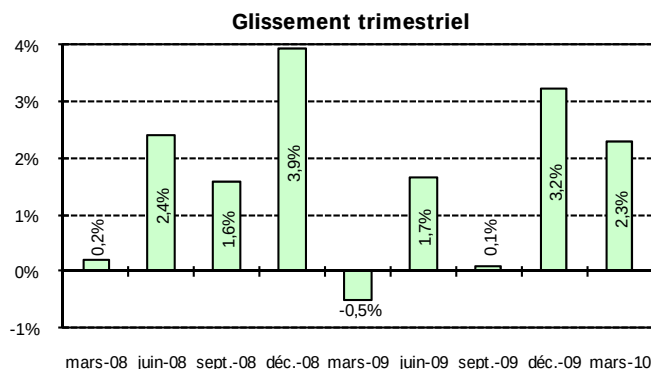
Au premier trimestre 2010, les chefs d'entreprise de Guadeloupe perçoivent une moindre détérioration de la conjoncture économique. L'ICA a nettement progressé au premier trimestre 2010 (+12,1 points). Le climat des affaires est néanmoins jugé toujours défavorable par les chefs d'entreprise, depuis huit trimestres consécutifs : l'ICA demeure inférieur à sa moyenne de longue période. Les perspectives des chefs d'entreprise semblent toutefois montrer un léger retour de la confiance : la majorité des entrepreneurs prévoit une amélioration des délais de paiement au second trimestre 2010, et les professionnels des services aux entreprises anticipent une reprise de leur activité. La situation sur le marché de l'emploi, qui observe une légère embellie au premier trimestre 2010, corrobore cette tendance (-0,2 % de demandeurs d'emploi de catégorie A par rapport au trimestre précédent).

Progression trimestrielle modérée des encours de crédit déclarés au 31 mars 2010

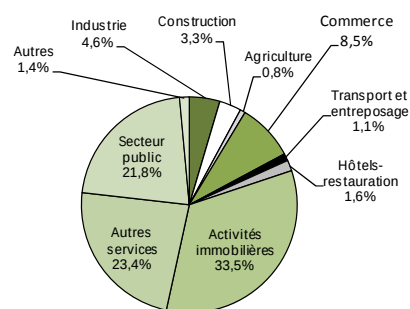
Au 31 mars 2010, l'encours de crédit déclarés au Service central des risques de la Banque de France sur des entités de Guadeloupe atteint 4,3 milliards d'euros, en légère augmentation (+2,3 % ; +96,3 millions d'euros) sur trois mois. Sur un an, l'encours progresse de 7,5 %, l'évolution se rapportant cependant à un 1^{er} trimestre 2009 marqué par une activité de crédit ralentie en raison notamment du climat social dégradé sur cette période.

Les crédits à moyen long termes et le crédit-bail, représentant 87,6 % du total des encours déclarés, enregistrent une croissance trimestrielle molle (+2,3 %, soit +85 millions d'euros, contre +5,2 % au trimestre précédent), en dépit d'un timide retour de la confiance au sein de l'économie guadeloupéenne sur les trois premiers mois de l'année. Cette évolution demeure en phase avec l'atonie de l'investissement dans le département, dont témoignent le recul des importations de biens d'équipement (-6,8 % sur trois mois à fin mars) et le maintien d'intentions d'investissement majoritairement négatives de la part des chefs d'entreprises. Les crédits à court terme augmentent pour leur part de 2,2 % (+11,4 millions d'euros) après une forte baisse au trimestre précédent (-8,6 % ; -48,9 millions d'euros).

Encours de crédits déclarés au Service central des risques de la Banque de France sur des entités de Guadeloupe



Répartition par secteur d'activité



Source : SCR – Banque de France

Le secteur immobilier demeure le principal bénéficiaire de l'activité de crédit au 1^{er} trimestre 2010, avec un encours de 1,44 milliard d'euros représentant le tiers de l'ensemble des risques ; l'encours porté par ce secteur augmente faiblement sur trois mois (+1,4 %), le glissement annuel (+5,8 %) se maintenant pour sa part nettement en-deçà des taux observés fin 2008, proches de 9 %. Le commerce et la construction enregistrent des baisses respectives de 1,2 % et 1,4 % entre décembre 2009 et mars 2010. En l'absence de dynamisme notable du volume d'affaires des entreprises, le principal contributeur à l'évolution d'ensemble demeure le secteur public, avec une croissance trimestrielle de 7,4 % (+64,5 millions d'euros).

Médiation départementale du crédit : un taux de réussite de 42,3 % à fin mai 2010

Au 31 mai 2010, 131 entreprises avaient saisi la médiation départementale du crédit parmi lesquelles 50 dossiers ont été acceptés et pris en charge par le médiateur ; le taux d'éligibilité s'établit ainsi à 65 %. Au total, à fin mai 2010, 30 dossiers ont connu une issue positive, portant le taux de réussite du dispositif à 42,3 %.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Un colloque international sur la « remédiation » à la pollution par la chlordécone

La question de la chlordécone aux Antilles ainsi que les pratiques pertinentes au regard des spécificités antillaises ont été le thème central du colloque international organisé aux Antilles en mai sur la pollution par les organochlorés réunissant notamment divers experts dans le domaine. A l'issue de ces débats, certaines pratiques ont été retenues telles que la phytoremédiation (dépollution par les plantes) et l'usage de certains amendements organiques. Des solutions innovantes apparaissent déjà notamment à travers le projet de Cann'Elec : le but de ce projet est de produire de l'électricité à partir d'une biomasse de cannes cultivées spécifiquement pour cet usage. Ce projet constitue une possible reconversion pour les sites pollués par la chlordécone.

Eclaircissements sur la taxe générale sur le chiffre d'affaires à Saint-Martin et ses modalités d'application

La taxe générale sur le chiffre d'affaires (TGCA) devait être mise en place par la collectivité de Saint-Martin à compter du premier juin 2010. Un point de presse a été tenu le mardi 25 mai par le président de la collectivité Frantz Gumbs pour en expliquer les modalités d'application ainsi qu'une réunion d'information aux chefs d'entreprise le 31 mai. Au terme de cette réunion publique, la collectivité de Saint-Martin a annoncé le report d'application de la TGCA. Cette dernière est une taxe d'application générale, de 2 % sur le chiffre d'affaires, qui frappe l'ensemble des opérations économiques, ventes et prestations de services, réalisées sur le territoire de la Collectivité de Saint-Martin. L'intégralité du produit de cette taxe alimentera le budget de la collectivité et permettra de financer les diverses politiques décidées par les élus (jeunesse, sécurité, etc.).

Signature d'un accord de libre échange entre la Colombie et l'Union Européenne

Le V^e sommet Union européenne-Amérique latine et Caraïbes (UE ALC) s'est tenu en mai à Madrid. Lors de ce sommet, a été signé l'accord de libre échange entre l'UE, la Colombie et le Pérou. L'accord prévoit notamment une libéralisation totale des échanges de produits industriels et de la pêche. Dès l'entrée en vigueur du traité, 80 % du commerce des produits industriels sera libéralisé avec le Pérou et 65 % avec la Colombie. Les compensations adoptées pour les DFA sont néanmoins jugées trop faibles par les présidents des régions. D'autres mesures ont été proposées par ces derniers tels que le maintien des tarifs douaniers applicables pour les DFA aux importations de produits agricoles, de la pêche, du sucre et du rhum en provenance du Pérou et de la Colombie.

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Avril 2010	1211	-0,5%	17%
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Avril 2010	51750	-0,3%	8,2%
	Commerce extérieur - chiffres provisoires			
	Exportations - (millions €) - Mars 2010	7,11	-24,9%	-50,9%
	- Cumul annuel	26,5	-	-12%
	Importations - (millions €) - Mars 2010	176,48	32,4%	16,0%
	- Cumul annuel	421	-	16,9%
	Consommation d'électricité - GWh - Avril 2010	139	-10,8%	3,2%
	- Cumul annuel	576,7	-	13,3%
	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Avril 2010	42,6	-4,5%	16,0%
	- Cumul annuel	155,7	-	20,5%
VULNERABILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Mai 2010	22889	-0,3%	-3,3%
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Mai 2010	25	4,2%	-39,0%
	- Cumul annuel	124	-	26,5%
	- Incidents de paiement - Montant en milliers €	1402	-12,0%	34,6%
	sur effet - Mai 2010 - Cumul	6 685	-	-30,6%
	- Nombre	129	6,6%	22%
	- Cumul	617	-	-18,9%
SECTEURS D'ACTIVITE	- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Mai 2010	487	-4,5%	44,1%
	- Cumul annuel	2 478		25,2%
	Trafic aéroportuaire			
	Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Avril 2010	152 587	-11,7%	-2,2%
	- Cumul annuel	643 237	-	13,3%
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Avril 2010	2 289	2,3%	5,5%
	- Cumul annuel	8 639	-	3,8%
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires			
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Avril 2010	906 396	-	19,1%
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Avril 2010	282 676	-	19,1%
	Automobile			
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Février 2010	807	-9,6%	-3,0%
	- Cumul annuel	1700	-	-6,5%
	Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Février 2010	142	-31,4%	2,2%
	- Cumul annuel	349	-	10,8%
	BTP			
	Consommation globale de ciment (tonnes) - Avril 2010	20 059	-14,0%	-8,8%
	- Cumul annuel	80 693	-	27,8%
	AGRI			
	Exportations de bananes (tonnes) - Mars 2010	0	-	-
	- Cumul annuel	6 748	-	-40,8%

Sources : INSEE, DTEFP, Direction régionale des Douanes, EDF, IEDOM, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes, Port Autonome de Guadeloupe, Commissariat général au Développement Durable, Lafarge Ciments Antillais, DDCCRF.

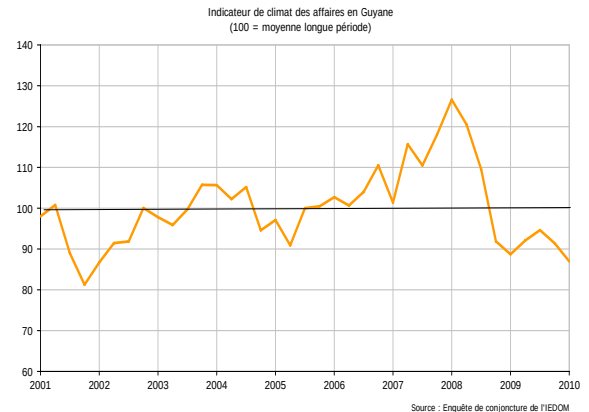
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le repli de l'activité économique en Guyane se poursuit au premier trimestre 2010

Alors que les entrepreneurs interrogés en fin d'année escomptaient une quasi-stabilisation de leur activité pour les premiers mois de l'année, la dégradation d'ensemble s'est poursuivie, sous l'effet notamment de la fermeture du pont du Larivot pendant presque tout le trimestre. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) s'est dégradé au premier trimestre 2010 (-4,1 points) et demeure bien en dessous de sa moyenne de longue période. Cette dégradation s'explique presque exclusivement par la composante passée de l'ICA, et en particulier par les soldes relatifs à la trésorerie et à l'activité passées.

La consommation des ménages reste en berne sur le trimestre. La dégradation de l'investissement des entreprises se poursuit.

Pour le deuxième trimestre 2010, les entrepreneurs interrogés escomptent un retournement d'activité avec une amélioration de leurs volumes d'affaires. La réouverture du pont du Larivot, le 16 mars 2010, après 16 semaines de suspension de la circulation routière devrait permettre une reprise. La composante future de l'ICA est en hausse, sous l'effet d'une amélioration de la totalité des soldes relatifs au futur à l'exception d'une nette dégradation du solde concernant l'investissement.



Publication

Les **bulletins trimestriels de conjoncture économique, financière et bancaire** n° 142 et 143 portant sur le **premier trimestre 2010** seront prochainement disponibles. Vous pourrez vous les procurer directement en les téléchargeant sur notre nouveau site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : ETUDES@iedom-guyane.fr. Vous pouvez vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Emploi

Le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, M. Laurent Wauquiez, est arrivé en Guyane le 1^{er} juin 2010 pour deux jours. Il a visité le Centre de Formation des Apprentis (CFA), puis a rencontré le Président du Conseil Régional, le maire de Cayenne et enfin le président du Conseil Général. Le lendemain, il a inauguré la nouvelle agence Pôle Emploi de la zone Collery à Cayenne et s'est rendu à Maripa-Soula pour s'entretenir avec des demandeurs d'emplois et visiter le Centre de Formation et d'animation (PREFOB). Avant de repartir, il a signé une convention « chantier d'insertion » à Matoury.

Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A recensés par le Pôle Emploi recule au mois d'avril (-0,8 % en CVS, par rapport au mois précédent). Sur un an, le rythme décélère légèrement mais reste relativement soutenu : +7,5 % (en données brutes, après +10,4 % en avril 2009). En parallèle, le nombre d'offres d'emploi collectées baisse de 7,6 % en glissement annuel. Les hommes enregistrent une baisse plus importante (-698 demandeurs en moins sur un an). Les femmes restent les plus touchées puisqu'elles représentent 59 % des demandeurs d'emploi en Guyane, singulièrement la tranche d'âge des 25 à 49 ans (72 % des femmes recensées). Un demandeur d'emploi sur trois est inscrit à Pôle Emploi depuis plus d'un an.

Pôle Emploi a publié les résultats de son enquête annuelle sur les besoins en main-d'œuvre : il existe 2 100 employeurs potentiels envisageant de proposer 4 700 postes en Guyane en 2010. L'offre la plus importante est liée au BTP avec 237 postes de maçons, 164 de secrétaires, 117 d'agents de sécurité.

Aménagement

Le Président du Conseil Général et le maire de Roura ont lancé les travaux de renforcement de la route de Cacao le 5 mai 2010. D'un montant de 11 M€ (7,5 M€ financés par l'Etat dans le cadre du plan de relance, 1,75 M€ financés par la Région et 1,75 M€ par le Département). La nouvelle route devrait être achevée le 20 décembre 2010.

Le Conseil Général a lancé un appel d'offres afin d'aménager la piste de Camopi. Le chantier prévoit d'élaguer les environs de l'aérodrome et de bétonner la piste qui est actuellement en terre en partie recouverte d'herbe. Il devrait durer 7 mois pour une livraison à la fin de l'année. 800 rotations de pirogues sont prévues pour monter les sacs de ciment nécessaires.

Une étude a été menée en 2009 sur l'aménagement de la piste reliant Bélizon à Saül. Le cabinet de conseil mandaté aurait soumis quatre propositions d'aménagement : une première à 40 M€ pour une piste allégée qui ne serait pas utilisable par tous les temps ; une seconde à 87 M€ pour une piste forestière ; une troisième à 287 M€ pour une route départementale, celle-ci devant respecter des dimensions précises ; enfin une dernière proposition à 69 M€ qui comprendrait un aménagement évolutif avec un revêtement à la chaux. A toutes ces propositions, il faut ajouter 24 M€ pour le traitement des sols qui permettra l'utilisation de la piste toute l'année. Le cabinet indique que les travaux sont réalisables sur trois ans.

La commune de Montsinnéry-Tonnegrande a interdit l'accès au site de baignade de la crique Patate compte tenu des mauvais résultats d'analyse de l'eau. En même temps, les élus ont accepté le principe d'un projet d'aménagement dont le financement pourrait être assuré par un partenariat public-privé avec les professionnels du tourisme.

L'Epag a présenté son projet d'écoquartier Vidal situé sur la commune de Rémire-Montjoly. L'Etat propriétaire d'un terrain de 400 ha n'envisage son aménagement qu'à 50 % afin de conserver une grande partie de la qualité environnementale remarquable du site. Entre 1 500 et 2 000 logements sont prévus, mêlant logements collectifs et individuels, terrains nus et parcelles construites. L'écoquartier devra respecter des normes environnementales strictes avec des logements à faible consommation d'énergie, ou encore privilégier la marche et le vélo à l'utilisation de la voiture.

Spatial

Le 21 mai 2010, Ariane 5 a mis sur orbite les deux premiers satellites de l'année après trois reports depuis le 24 mars liés à des problèmes techniques. Il s'agit du satellite de télécommunication ASTRA-3B ainsi que du satellite de communication militaire allemand COMSATBw-2. C'était le 194^{ème} lancement d'une fusée Ariane, et le 50^{ème} pour une fusée Ariane 5.

L'opérateur et fournisseur de services américain Hughes Net a choisi Arianespace pour lancer le satellite Jupiter. D'un poids de 6,1 tonnes, il sera lancé au second trimestre 2012 par une Ariane 5 ECA (version lourde). Au 31 mai 2010, Arianespace avait lancé 279 satellites, soit plus de 50 % des satellites commerciaux actuellement en service dans le monde, et disposait d'un carnet de commandes représentant 23 lancements d'Ariane 5 et 17 de Soyouz.

Arianespace sera présent, du 6 au 10 juin 2010, à l'Assemblée Générale Annuelle de l'International Union of Aviation Insurers (IUI), et son président Jean-Yves Le Gall en sera l'invité d'honneur.

Environnement

Le dossier de la concession minière de Camp Caïman n'est pas clos. Le Tribunal Administratif a, en effet, enjoint le préfet à se prononcer en trois mois sur la demande de Iamgold pour l'ouverture de travaux miniers. Après examen du dossier, il a annulé la décision du 12 décembre 2007 qui avait rejeté la demande d'autorisation de travaux de la société sur un site protégé.

La Communauté de communes du centre littoral (CCCL) va mettre en place des bornes de récupération des huiles usagées. Cette opération est financée à 80 % par l'ADEME et le FEDER (coût total indicatif : 160 000€). A cela il convient d'ajouter les coûts d'entretien et de fonctionnement des bornes évalués à 40 000 € par an. Une dizaine de bornes devraient être installées à Cayenne, principalement dans les stations services ainsi que chez les professionnels de l'automobile. Une autre borne sera ensuite installée dans chacune des autres villes de la Communauté de communes. Les huiles usagées seront ensuite envoyées vers des sites de traitement en métropole ou aux Antilles, étant donné qu'aucune structure de ce type n'existe en Guyane.

ACTUALITES REGIONALES

Suriname

Le 25 mai 2010 ont eu lieu les élections générales permettant d'élire les 51 députés de l'Assemblée Nationale ainsi que les 919 conseillers locaux. Le scrutin a été remporté par la coalition menée par l'ancien dictateur Desie Bouterse, la « Mega-Combinatie », avec 24 sièges sur les 51 disponibles. Mais l'avantage conféré par les urnes ne lui permet pas de diriger l'Assemblée Nationale, il lui faut donc faire alliance avec d'autres forces politiques. Des tractations sont en cours avec les leaders des coalitions A-Combinatie (7 sièges) et Volks Alliantie (6 sièges).

Guyana

Une délégation guyanaise menée par le Préfet Daniel Ferey s'est rendue à Georgetown afin de poser les bases d'une coopération. Elle a été reçue par le Président de la République, Bharrat Jagdeo. De nombreux thèmes ont été abordés comme le tourisme, la sécurité ou encore la protection de l'environnement. Une commission mixte internationale devrait voir le jour avant la fin de l'année et devrait se réunir une fois par an. Un consulat honoraire du Guyana à Cayenne a aussi été évoqué. Mais le principal point de désaccord reste la reconduite des Guyaniens de Guyane en situation irrégulière. Le Président s'est dit d'accord pour accueillir ceux qui ont purgé leur peine vis-à-vis de l'Etat français.

Le président de la CCI qui faisait partie de la délégation a pu se renseigner sur la culture du riz, un des secteurs phare au Guyana, alors qu'il est en nette récession en Guyane. Trois experts guyaniens devraient bientôt arriver en Guyane afin d'établir un plan de sauvetage de la filière.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – avril 2010 (Indice base 100 : année 1998)	120,4	- 0,2 %	- 0,2 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin avril 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin mars 2010	15 259 6 566	- 0,8 % + 0,4 %	+ 7,5 % + 19,0 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin avril 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 506 21,6 M€	+ 1,3 %	- 4,6 % + 3,4 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – avril 2010 Cumul 2010	6,4 M€ 57,4 M€	- 77,1 %	- 31,9 % + 101,8 %
	Importations - avril 2010 Cumul 2010	68,8 M€ 334,9 M€	- 34,8 %	+ 0,6 % + 12,2 %
	Taux de couverture en cumul - à fin mars 2010	17,1 %		+ 7,6 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mai 2010 Rappel cumul à fin mai 2009	1 tirs Ariane 5 (2 satellites) 2 tirs Ariane 5 (4 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin mars 2010)	7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 1 633 tonnes (- 33,6 % sur un an) pour 0,6 M€ (- 49,8 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – avril 2010 Cumul 2010	5 689 tonnes (- 8,2 % sur un an) 22 144 tonnes (- 23,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin avril 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin mars 2010)	396,5 tonnes (- 22,5 % sur un an) 212,7 tonnes (- 19,5 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin mars 2010)	6,2 M€ (+ 44,6 % sur un an)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin avril 2010)	12 518 m ³ (- 29,0 % sur un an)

* données provisoires – Récolte riz 1^{ère} tranche 2010 courant avril, données production 2010 non encore disponibles

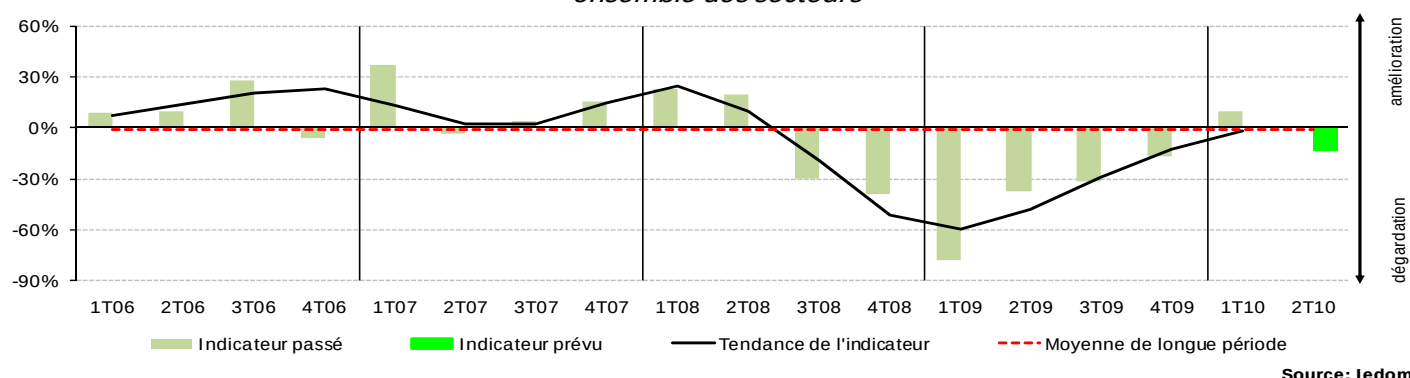
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'économie martiniquaise a amorcé un rebond.

Le premier trimestre 2010 s'est caractérisé par un assainissement de l'environnement économique. L'enquête de conjoncture témoigne d'une reprise de l'activité par rapport au quatrième trimestre 2009, mais à un niveau qui reste cependant encore inférieur à celui observé avant la crise. L'indicateur de climat des affaires (ICA)¹ est en hausse de 15,2 points au premier trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période. Cette évolution illustre une orientation plus favorable de l'activité selon les chefs d'entreprise.

Pour autant, la conjoncture reste fragile : la reprise de l'investissement est encore timide, avec une situation du BTP toujours difficile et un secteur touristique qui souffre d'une fréquentation insuffisante par rapport aux années précédentes. La commande publique tarde à redémarrer, pénalisée par la situation financière des collectivités. Sur le second trimestre, les chefs d'entreprise anticipent une activité orientée à la baisse.

Evolution des soldes d'opinion des chefs d'entreprises
ensemble des secteurs



Légère progression des encours de crédit des établissements locaux

Au 31 mars 2010, le montant total des encours bruts octroyés aux agents économiques par **les établissements de crédit installés localement** atteint 5,3 milliards d'euros (+ 0,6 % sur le trimestre et + 1,9 % sur l'année). L'encours sain (4,8 milliards d'euros) progresse légèrement (+ 0,7 % et + 1,5 % sur un an).

Stabilisation des encours de crédits aux ménages ...

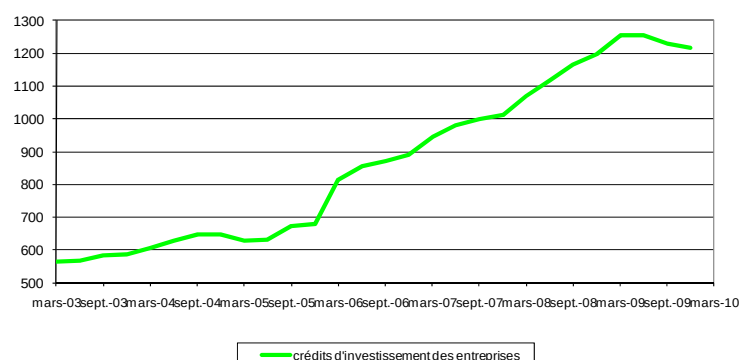
L'encours sain des **crédits aux ménages** (2,6 milliards d'euros), principale clientèle des établissements de crédit locaux, ne s'accroît que de 0,2 % sur le premier trimestre 2010 (+ 3,4 % sur un an). La baisse trimestrielle de l'encours des crédits à la consommation (- 1,2 %) s'explique en partie par la baisse des ventes automobile. Parallèlement, l'encours des crédits à l'habitat (+ 0,9 % au premier trimestre, +4,8 % sur un an) maintient son rythme de progression, en liaison avec la détente observée sur les taux des crédits immobiliers.

... et faible évolution des encours des entreprises

Au 31 mars 2010, l'encours sain des **crédits aux entreprises** connaît une évolution modérée (+ 0,7 % (- 2,3 % sur l'année).

L'encours des crédits de trésorerie poursuit son recul. Celui-ci est cependant moins accentué que le trimestre précédent (- 5,1 % contre - 11,2 % au quatrième trimestre 2009). L'encours des crédits d'investissement demeure stable sur le trimestre (+ 0,1 %, - 2,1 % sur l'année).

Evolution de l'encours des crédits d'investissement des entreprises



¹ Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA). Cet indicateur permet d'améliorer la lisibilité du bulletin de conjoncture économique en synthétisant l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion.

L'habitat à la Martinique : un marché sous contraintes

Le marché du logement a perdu de son dynamisme à la Martinique en dépit d'un accroissement des besoins résultant des changements démographiques. La part du logement social a ainsi décliné au cours de la décennie 2000, alors que parallèlement la proportion de la population éligible a augmenté. L'élaboration d'une politique foncière volontariste et les dispositions prises en faveur du logement social sont un préalable pour rétablir un équilibre du marché et répondre à la demande en termes quantitatif et qualitatif.

Il convient de rappeler que les mesures d'incitations fiscales dans le cadre de LOPOM prévoyaient des dispositions particulières pour le logement social. Toutefois, ces mesures se sont révélées insuffisantes pour maintenir et assurer un rythme de construction en adéquation avec les besoins.

L'année 2000 est une année charnière, qui marque à la fois la chute de la production de logements sociaux et l'accélération du rythme de la hausse des prix du foncier. Par ailleurs, l'étroitesse du marché et le renchérissement continu des matières premières ont entraîné une hausse des coûts de construction. Les carences dans la planification et l'utilisation d'outils de maîtrise foncière se sont traduites par une raréfaction des disponibilités foncières.

L'amélioration de la situation passe par une redéfinition et une mobilisation des politiques publiques mieux équilibrée entre logement social et logement libre. Pour ce faire, la LODEOM prévoit des mesures fiscales² favorisant l'investissement dans le logement social. De plus, la mobilisation d'un véritable outil de planification du foncier est un préalable. La relance du secteur est devenue autant un enjeu social qu'économique, étant donné son poids dans l'économie et ses effets d'entraînement sur les autres secteurs du commerce et des services.

Une analyse plus approfondie est disponible dans la note expresse n° 76 de mai 2010. Cette publication est disponible gratuitement sur le site internet de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/les-notes-expresses-36/annee-2010.html>.

Autorisations de construire: logements collectifs



Source: DDE - SITADEL - Mairies - Traitement ADUAM

ACTUALITE REGIONALE

Convention d'aide à l'export entre la CCIM et Ubifrance

La Ministre de l'Outre-mer a annoncé la signature d'une convention entre le Trésor, les chambres de commerce des DOM et Ubifrance pour aider les entreprises des DOM à l'export. Cet accord, déjà à l'œuvre depuis 2009 à la Réunion, a été étendu aux autres DOM, pour une durée de 3 ans. L'objectif est la concentration des engagements sur les secteurs prioritaires de la LODEOM (NTIC, environnement, recherche, agro-nutrition, tourisme, énergies renouvelables).

Implantation du groupe Leclerc en Martinique

Un accord d'affiliation est en cours de finalisation entre le groupe Leclerc et le groupe Lancry. Ce projet vise au passage vers l'enseigne E.Leclerc des 2 supermarchés Carrefour dès la fin du mois de septembre 2010. Le changement d'enseigne des 3 supermarchés du groupe Lancry devraient intervenir en début d'année 2011. Le groupe Lancry conservera son statut de commerçant indépendant. Cette initiative devrait permettre de relancer la concurrence dans le commerce alimentaire et favorisera une politique de prix agressive au profit du consommateur martiniquais.

Premiers résultats de l'enquête « besoin en main d'œuvre en Martinique » (BMO, Pôle Emploi)

L'enquête BMO a pour objectif de quantifier les projets de recrutement et de mesurer les difficultés éventuelles rencontrées sur certains métiers. Menée sur tous les secteurs d'activité et les entreprises de toute taille (soit 11 600 établissements), ses résultats s'appuient sur les réponses de plus de 2 800 entreprises. Il ressort que 19 % des entreprises interrogées prévoient de recruter en 2010³, soit 7 600 projets de recrutement, dont la moitié dans des entreprises de moins de 4 salariés. Dans le détail, plus d'une embauche sur deux aurait lieu dans des activités de service, et un quart des projets serait lié à une activité saisonnière. Enfin, 43 % des intentions d'embauche rencontreraient des difficultés de recrutement.

² L'article 38 de la LODEOM prévoit la modification de l'article 199 *undecies* C du code général des impôts permettant une réduction de l'impôt sur les revenus sous certaines conditions.

³ En comparaison, cette proportion s'établit à 19,7 % en France, 19,9 % en Guadeloupe et 33,7 % en Guyane.

Plan de relance de la Région

Le 4 juin 2010, le Président du Conseil Régional a présenté au palais des congrès de Madiana le plan de relance d'urgence pour la Martinique. Sous la forme d'un forum participatif, la Région a dévoilé les grands axes de son projet en présence du Préfet, d'acteurs socioéconomiques et de responsables de collectivités (Président du conseil Général, maires, présidents EPCI). Le plan devrait mobiliser entre 80 et 120 millions d'euros de crédit de la Région sur 3 ans permettant d'engager avec le financement apporté par les autres contreparties (Etat, communes, Europe, etc.) un montant global de travaux estimé entre 350 et 370 millions d'euros. Le plan est orienté en priorité sur la commande publique comme levier de développement. Il sera décliné en 2 parties. La première visera les projets d'aménagement des bourgs, des infrastructures sportives et des logements sociaux. Le second volet consistera à apporter un soutien aux entreprises à travers des dispositifs régionaux.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- avril 2010	122,5	-0,7 %	+1,2 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- avril 2010 - avril 2010	38 812 23,6 %	-1,3 % -	+5,6 % +1 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- avril 2010	14 118	-1,5 %	+8,0 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- avril 2010	28 339	+0,3 %	+14,5 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- mars 2010 - mars 2010	217,0 33,9 15,6 %	+13,6 % -6,9 %	+10,8 % +33,8 % +2,7 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2010 - avril 2010	253 156,0	-4,1 %	-2,8 % +33,8 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- avril 2010 - cumul annuel	125 902 544 254	-9,0 %	-3,6 % +7,8 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2010 - cumul annuel	0 56 063	ns	ns +89,6 %
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2010 - cumul annuel	16 899 65 590	-13,5 %	-16,4 % +12,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- avril 2010 - avril 2010 - avril 2010	820 160 3 912	-18,4 % -3,0 % -	-8,3 % -17,1 % -16,8 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité économique cesse de se dégrader

Le premier trimestre de l'année 2010 est marqué par une stabilisation relative de l'économie réunionnaise à un niveau d'activité inférieur à celui observé avant la crise.

L'indicateur du climat des affaires confirme cette évolution. Au premier trimestre, il a progressé à un rythme nettement inférieur à celui enregistré au cours du second semestre 2009. En outre, l'ICA demeure en dessous de sa moyenne de longue période.

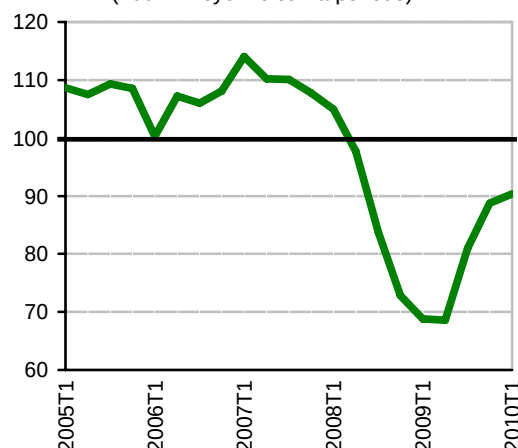
Par ailleurs, cette stabilisation de l'activité est observable dans l'ensemble des secteurs marchands. La consommation des ménages poursuit sa progression observée fin 2009. Elle reste toutefois en retrait par rapport aux niveaux enregistrés avant la crise.

L'investissement marque de nouveau le pas sur le trimestre. Sous l'effet conjugué de la morosité économique et du manque de visibilité lié aux échéances électorales, les intentions d'investir se contractent une nouvelle fois.

Enfin, le marché de l'emploi continue de se dégrader après plus de deux ans de hausse consécutive du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A enregistrés à Pôle emploi.

Indicateur de climat des affaires à La Réunion

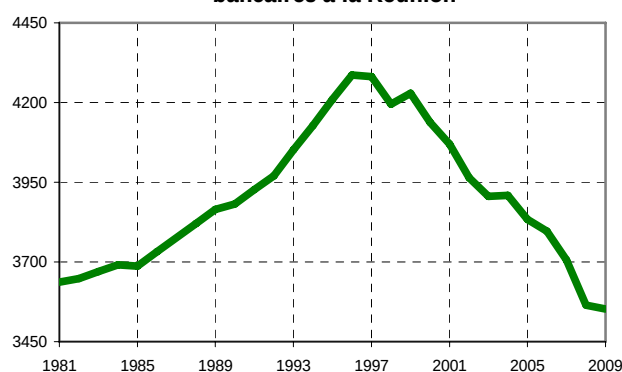
(100 = moyenne sur la période)



Source : Enquête de conjoncture - Iedom

Le réseau bancaire réunionnais

Evolution du nombre d'habitants par guichets bancaires à la Réunion



Source : Iedom

Au sein des différentes régions du département, la région Nord apparaît mieux équipée en agences bancaires que les autres régions de l'île, avec 2.067 habitants par agence bancaire contre 5.433 pour la région Est. Néanmoins, la commune présentant le meilleur taux d'équipement est la commune de Salazie (2.300 habitants par guichet avec deux agences bancaires ou postales) et celle la moins bien équipée étant celle de l'Entre-Deux (5.965 habitants par guichet avec une seule agence bancaire ou postale).

Rapide développement des guichets et distributeurs automatiques

Avec 485 automates bancaires installés dans le département par les différents réseaux bancaires à fin 2009 contre 466 à fin 2008, le département apparaît relativement bien 'équipé' (pour mémoire, le premier 'Gabier' installé dans l'île remonte à l'année 1983). 19 nouveaux automates ont été mis en place au cours de l'année 2009, après 17 l'année précédente. Le niveau d'équipement en guichets et distributeurs automatiques de billets à la Réunion (1.685 habitants par automate en 2009) est néanmoins un peu plus élevé que la moyenne nationale (1.317 habitants par DAB-GAB en 2006 pour la France entière). Les taux d'équipement en automates diffèrent sensiblement selon les zones géographiques.

Nombre d'habitants par DAB-GAB par zone géographique du département

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Région Nord	1 967	1 833	1 683	1 588	1 523	1 402	1 390	1 433	1 339
Région Est	3 107	2 755	2 690	2 741	2 380	2 175	2 076	1 984	1 997
Région Ouest	2 699	2 208	1 954	1 894	1 813	1 724	1 707	1 634	1 642
Région Sud	3 169	2 724	2 512	2 258	2 194	2 009	1 997	1 901	1 864

Extrapolation des populations par zone à partir des enquêtes INSEE de 1999 et 2006

Les régions Est et Sud apparaissent un peu moins équipées que les autres parties de l'île. La région Nord qui regroupe les principales administrations, affiche à l'inverse un niveau d'équipement en automates bancaires (1.339 habitants par automate en 2009) proche de la moyenne nationale.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-avril 2010 Métropole et DOM – avril 2010	123,1	+ 0,3 %	+0,8 % + 1,7 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – avril 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 132 132,2	- 0,4 %	- 2,4 % + 2,4 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – avril 2010 (en cumul - millions d'€)	1 235	-	+ 2,9 %
	Exportations – avril 2010 (en cumul - millions d'€)	80	-	- 6,3 %
	Taux de couverture	6,5 %	-	- 0,6 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : avril 2010	106 944	- 0,2 %	+ 17,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) mars 2010 Cumul 2010	280 732 1 036 887	- 13,6 % -	- 3,2 % + 12,0 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds avril 2010 Cumul 2010	132 942 615 049	- 14,3 % -	+ 12,7 % + 15,3 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) avr. 2010	1,1	- 10,2 %	- 74,7 %
	Cumul 2010 (millions d'euros)	9,2	-	- 6,6 %
	Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) avr. 2010	9,6	- 11,1 %	- 83,5 %
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	122,6	-	- 3,8 %
	Effectifs salariés du BTP à fin avril 2010	16 962	- 1,3 %	- 18,2 %

Plusieurs quotidiens nationaux imprimés à La Réunion

Après le Canard enchaîné en avril 2010, le journal Le Monde daté du 1^{er} juin a été imprimé et vendu le 31 mai 2010 à 17 heures à La Réunion, soit deux heures avant la métropole. L'acquisition de la « première rotative digitale de France et de l'océan Indien » à la pointe de la technologie (3 millions d'€) permet à RotOcéan, filiale de Graphica Imprimerie, d'imprimer un quotidien national, quel que soit son format, à une très grande vitesse et sans limites concernant le nombre d'exemplaires. L'imprimeur réunionnais a également passé des accords avec d'autres grands titres nationaux tels que Libération, Le Figaro, la Croix et l'Equipe.

Outre la suppression des deux jours de retard pour la parution, le prix des journaux pourrait diminuer grâce à la suppression du transport aérien. C'est d'ores et déjà le cas pour le journal Le Monde (1,90 € contre 2 € auparavant et 1,40 € en métropole).

Veolia Eau remporte le contrat de concession de la station d'épuration du Grand Prado

La construction d'une station d'épuration des eaux usées au lieu dit « le Grand Prado », sur la commune de Sainte-Marie, va démarrer au 2^{ème} semestre 2010 et sera mise en service en 2013. Cette nouvelle station satisfait aux dispositions de la Directive Européenne « Eaux résiduaires urbaines », grâce à une épuration poussée des eaux usées et à un dimensionnement conçu pour anticiper les besoins d'une population en croissance constante. Elle aura ainsi une capacité initiale de 160 000 équivalents habitants, permettant ultérieurement une extension à 235 000 équivalents habitants. Le projet répondra à la norme de qualité des eaux urbaines en zone sensible, ainsi qu'à celle de la qualité bactériologique des eaux de baignade. Il repose sur un concept zéro nuisance (bruit et odeurs), le respect d'une charte « chantier vert » pour le volet construction et un partenariat avec l'Office Réunionnais de l'Air qui organisera pendant l'exploitation un jury de « nez » bénévoles avec les riverains du site.

La Communauté Intercommunale Nord Réunion (CINOR), autorité responsable de l'assainissement des eaux usées des communes de Saint-Denis, de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne (environ 190 000 habitants), a confié, le 27 mai 2010, le contrat de concession - comprenant la conception, le financement, la construction et l'exploitation, pour une période de 20 ans à Veolia Eau dans le cadre d'un groupement d'entreprises. Ce contrat, remporté à l'issue d'un appel d'offres international, représente 75 millions d'euros pour la construction de l'usine sans toutefois inclure le réseau de transfert des eaux usées vers la station.

Avec l'acquisition de Quartier Français, le groupe Tereos va développer la filière canne-sucre à La Réunion

Au 1^{er} juin 2010, le groupe Tereos a pris le contrôle de la totalité des usines sucrières de La Réunion. L'avis favorable de l'Autorité de la Concurrence, a permis au groupe d'acquiescer 67,1 % de la Société Sucrière de Quartier Français. Les actifs sucriers de la Société sont ainsi regroupés au sein de Tereos International filiale du groupe Tereos. Cette acquisition permet de consolider l'approvisionnement de la raffinerie de Tereos située à Olmedo en Espagne et la fourniture de sucres spéciaux de haute qualité utilisés notamment pour la production des marques La Perruche et Blonvilliers.

Le groupe Tereos garde sa participation dans la centrale thermique du Gol qui, avec celle de Bois Rouge, fournit 60 % de la totalité de l'électricité produite sur l'île, mais va céder le pôle spiritueux de Quartier Français ainsi que la Société Mascarin.

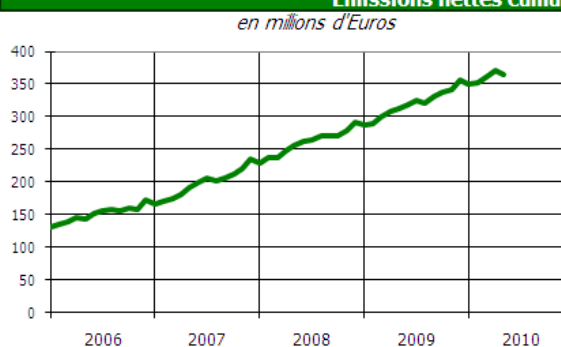
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

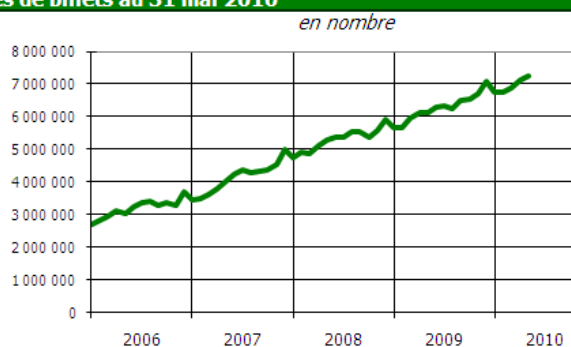
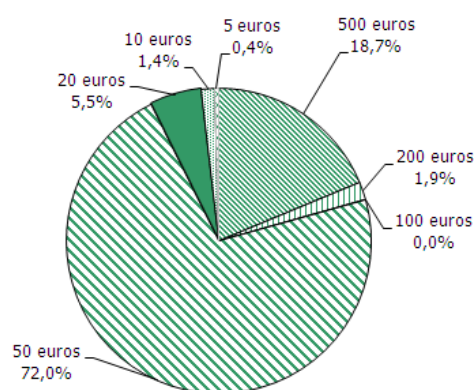
Après trois mois consécutifs de hausse, les émissions nettes de **billets** affichent un recul de 2 % en valeur, à 363,8 millions d'euros. Pour sa part, l'évolution des émissions nettes en nombre poursuit la tendance haussière initiée en février. La diminution de la masse monétaire théorique (en valeur) conjuguée à un accroissement du nombre de billets mis en circulation contribue à la baisse de la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île : celle-ci perd environ 2 euros, à 50 euros.

Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décri par la suite, les émissions nettes de **monnaie métallique** poursuivent une progression modérée, à 2,5 millions d'euros ; le nombre de coupures en circulation a franchi le seuil des 20 millions d'unités au cours du mois de mai. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

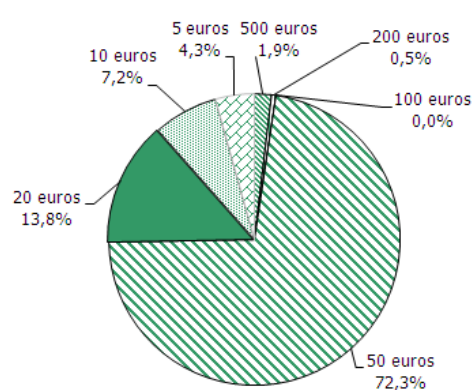
Émissions nettes cumulées de billets au 31 mai 2010



Répartition des billets en valeur



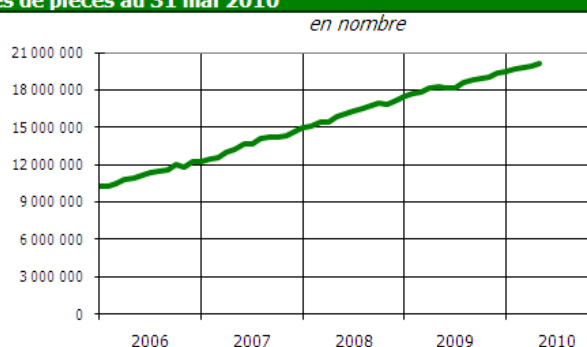
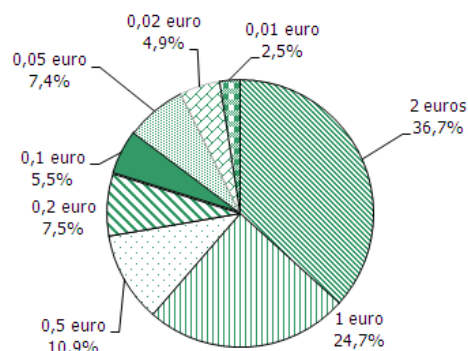
Répartition des billets en volume



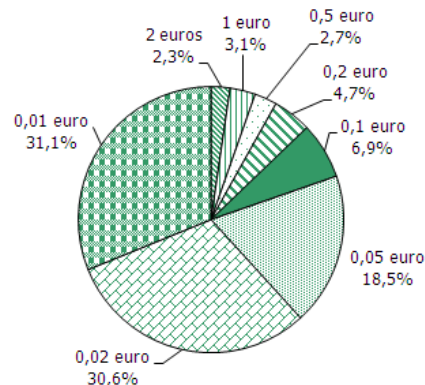
Émissions nettes cumulées de pièces au 31 mai 2010



Répartition des pièces en valeur



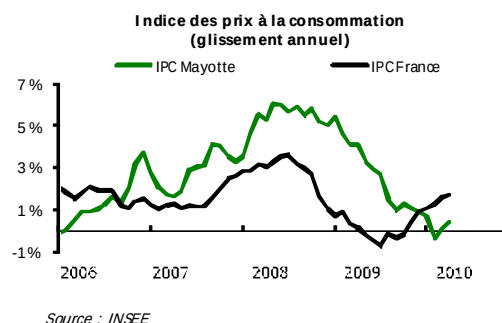
Répartition des pièces en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Hausse de l'indice général des prix

L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,4 % en avril par rapport à mars. Les prix de l'énergie et des produits alimentaires et boissons enregistrent une croissance respective de 3,1 % et de 1,4 %. L'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons a été stimulée par la hausse des prix des produits frais et ceux des viandes et volailles. Le prix des services aux ménages est en revanche en retrait (-0,6 %) après une hausse de 1,2 % le mois précédent.



Signature d'une charte contre la vie chère

Les représentants de l'ensemble des enseignes de la grande distribution à Mayotte ont signé la Charte pour le pouvoir d'achat, en présence du préfet et du président du Conseil général. Ils s'engagent ainsi à répercuter sur les prix la baisse des droits de douanes et taxe de consommation de 300 produits de premières nécessités. Cette signature entérine les conclusions des Etats généraux d'Outremer et du Conseil interministériel de l'Outremer pour lutter contre la vie chère.

Publication du bilan énergétique 2008 de Mayotte

L'Observatoire mahorais de l'énergie a achevé son second bilan énergétique de Mayotte, faisant état du fort taux de dépendance énergétique au pétrole de l'île : 91,3 % en 2008, toutefois en légère baisse par rapport à 2007 (92,2 %). Photovoltaïque, chauffe-eaux solaires, charte Mayenergie, distribution de lampes basse consommation, guide de la maison durable ou encore mesures environnementales dans les plans locaux d'urbanisme retracent les solutions que Mayotte entend déployer pour progresser vers le développement durable.

Comité technique du CIRAD

Le 6 mai, chercheurs et socioprofessionnels engagés dans l'agriculture se sont rassemblés autour du comité technique du CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) afin de discuter des actions majeures à entreprendre dans le cadre de la convention tripartite avec l'Etat et le Conseil général. La création d'un réseau d'épidémiologie-surveillance des animaux, l'appui zootechnique à l'élevage mahorais, la valorisation et la mise en marché des produits agricoles, ainsi que l'amélioration des systèmes techniques des productions végétales et l'appui méthodologique à la prospective du milieu rural et agricole ont été les principales thématiques examinées.

Colloque international du plurilinguisme

Dans la semaine du 17 mai, un colloque sur les langues s'est déroulé à Mayotte, initié par le professeur Foued Laroussi, directeur du laboratoire linguistique, didactique et francophonie de l'université de Rouen. Ce séminaire « plurilinguisme, politique linguistique et éducation, quels éclairages pour Mayotte ? » a été financé par l'université de la région Haute Normandie et le Conseil général de Mayotte. Une cinquantaine de chercheurs venus de différents pays y ont pris part. Les réflexions se sont portées sur la politique linguistique à mettre en place à Mayotte, respectueuse des langues régionales tout en favorisant l'apprentissage et la maîtrise du français.

Organisation d'un séminaire sur les besoins en main-d'œuvre à Mayotte

Le 28 mai, la CACM a organisé un séminaire sur les besoins en main-d'œuvre à Mayotte. L'IPSOS, chargé d'effectuer une enquête d'opinions à travers le territoire, a présenté à cette occasion les résultats de son étude, qui confirment la crise économique que traverse l'île, tout particulièrement dans le secteur de la construction où les effectifs ont baissé de 7 % en 2009. Dans l'ensemble, le nombre d'embauches a chuté par rapport à 2008. Les principales difficultés de recrutement sont dues, selon cette étude, au manque de spécialisation et d'expérience des candidats. Les postes les plus sollicités sont les employés (dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du commerce et des services), les ouvriers, puis les cadres de l'éducation, de la santé et du social. Pour 2010, les intentions d'embauche sont également revues à la baisse.

L'expédition Tara Océans dans les eaux mahoraises

Sur l'initiative du Fonds Tara et d'un consortium scientifique international appuyé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le navire d'exploration Tara Océans est à Mayotte pour un mois afin de se consacrer à l'étude des coraux présents dans les fonds marins mahorais. Cette expédition océanographique internationale de 3 ans, débutée en septembre 2009, a pour but d'étudier les écosystèmes océaniques méconnus et nécessaires à la vie sur Terre. L'équipage prévoit de parcourir plus de 150 000 kms au travers d'une cinquantaine de pays du globe.

Nomination d'un nouveau Secrétaire général de la Préfecture de Mayotte

Patrick Duprat, nouveau Secrétaire général de la Préfecture de Mayotte a pris officiellement ses fonctions le 17 mai. Il remplace Christophe Peyrel, affecté au ministère de l'intérieur, auprès de la sous-direction des ressources humaines de la Police nationale. M. Duprat s'est fixé comme mission prioritaire de réussir l'intégration des fonctionnaires locaux dans la fonction publique de l'Etat.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		avril.-10	109,2	0,4%	0,4%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-10	27 943	2,3%	15,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-10	83 198	-	11,1%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-10	439	-11,6%	-37,1%
		cumulées	mars-10	1 542	-	24,8%
	Taux de couverture	mensuels	mars-10	1,57%	-0,25 pt	-1,32 pt
		cumulés	mars-10	1,85%	-0,14 pt	0,20 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	avr.-10	431	5,6%	17,1%
		cumulés	avr.-10	1 597	-	11,6%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	avr.-10	16 544	-17,4%	4,1%
		cumulés	avr.-10	74 259	-	12,2%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	avr.-10	29,4	-31,1%	-18,7%
	(départs)	cumulés	avr.-10	159,1	-	47,6%
Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes)	Mouvements de navires ⁽¹⁾	mensuels	mars-10	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	mars-10	-	-	-
	Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris)	mensuels	mars-10	-	-	-
		cumulés	mars-10	-	-	-
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	mars-10	4 718	16,4%	3,8%
		cumulées	mars-10	17 331	-	-26,6%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-10	35 798	0,4%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	mars-10	20 577	15,5%	-6,0%
		cumulées	mars-10	57 840	-	3,8%
Ylang-ylang (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	mars-10	0,1	-65,7%	-39,4%
		cumulés	mars-10	0,5	-	-12,5%
	- en milliers d'euros	mensuelles	mars-10	9,6	-100,0%	-37,9%
Automobile (Source : SOREFI)		cumulées	mars-10	31,2	-	7,8%
	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	mai-10	99	106,3%	59,7%
		cumulés	mai-10	358	-	-3,8%
Vanille (Source : Douanes)	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	mai-10	15	36,4%	50,0%
		cumulés	mai-10	88	-	46,7%
	Exportations :					
	- en kg	mensuels	mars-10	0,0	-	-
		cumulés	mars-10	0,0	-	-
	- en euros	mensuelles	mars-10	0,0	-	-
		cumulées	mars-10	0,0	-	-

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00 %	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75 %	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25 %	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65 %	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL *	CEL *
ANNEE	2009	3,79 %	JO du 11/02/09	1,25 %	1,25 %	1,75 %	2,50 %	0,75 %

* hors prime d'Etat

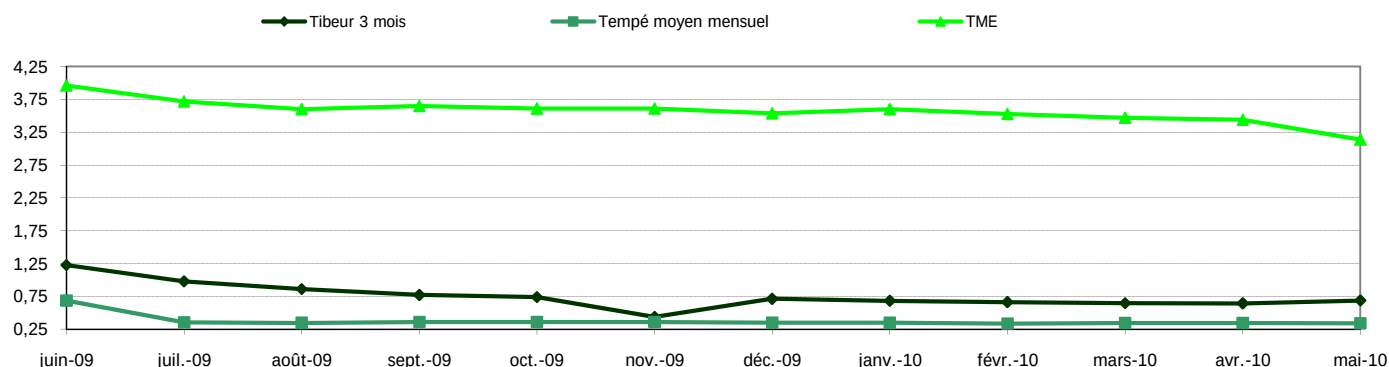
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mai 2010)			
Février	Mars	Avril	Mai	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3346 %	0,3434 %	0,3453 %	0,3386 %	0,4230 %	0,6860 %	0,9820 %	1,2490 %
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Février	Mars	Avril	Mai	Février	Mars	Avril	Mai
3,53 %	3,47 %	3,44 %	3,14 %	3,73 %	3,67 %	3,64 %	3,34 %

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,29 %			
Prêts à taux variable		5,72 %			
Prêts relais		6,25 %			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63 %			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,45 %	Découverts en compte (1)		13,33 %
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85 %			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

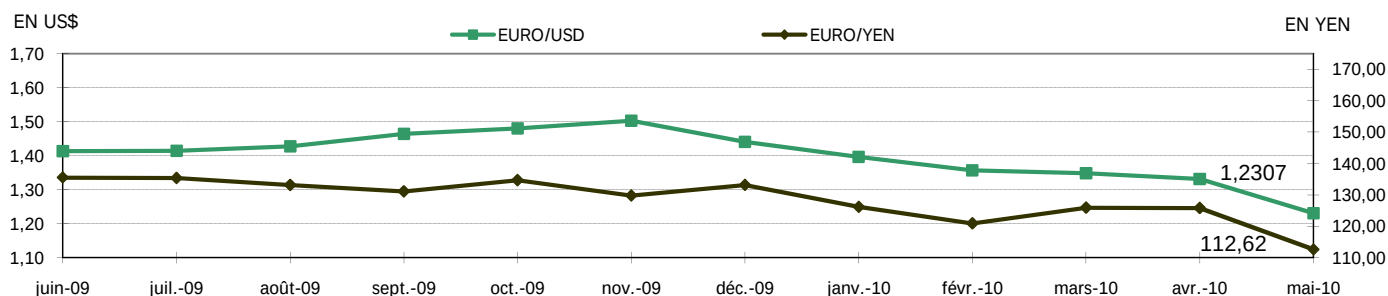
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2307	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,4552	EURO/SRD (Surinam)	3,37330
EURO/JPY (Japon)	112,6200	EURO/BWP (Botswana)	8,64270	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,19970
EURO/CAD (Canada)	1,2894	EURO/SCR (Seychelles)	15,3852	EURO/DOP (Rép. Dom.)	45,4324
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,84860	EURO/MUR (Maurice)	40,8832	EURO/BBB (La Barbade)	2,45780
EURO/SGD (Singapour)	1,7225	EURO/BRL (Brésil)	2,2343	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,81580
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5905	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,18780	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2605,48	EURO/XCD (Dominique)	3,3180	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK